

DEMANDE D'ACCRÉDITATION ÉMANANT D'UN INTERVENANT
DEVANT LA COMMISSION DES RELATIONS
DE TRAVAIL DANS LES SERVICES PUBLICS

DOSSIER C.R.T.S.P.

1. REQUÉRANT, nom

EMPLOYEUR, nom et adresse

INTERVENANT, nom et adresse

2. *Rayer si la mention est inutile - Lorsque l'intervenant est un conseil d'associations d'employés, indiquer le nom et l'adresse de chacune des associations qui le composent.

3. a) Description détaillée de l'unité d'employés de l'employeur que l'intervenant prétend être appropriée pour les négociations collectives.

b) Nombre approximatif d'employés dans l'unité de négociation proposée :

c) Indiquer brièvement le genre de preuves qui serviront à appuyer la revendication de l'alinéa 3b) ci-dessus :

4. (Si vous proposez une unité de négociation distincte de celle que propose le requérant): Motifs sur lesquels vous entendez vous baser pour démontrer que l'unité de négociation décrite dans la demande du requérant n'est pas appropriée ou que l'unité de négociation proposée à l'alinéa 3a) ci-dessus est plus appropriée que celle que propose le requérant.

5. Autres renseignements pertinents à l'appui de la présente intervention :

Fait à , le , 20. , et signé au nom de l'intervenant par

signature

signature

fonction exercée dans l'association d'employés

fonction exercée dans l'association d'employés

REMARQUE: Lorsque l'intervenant désire énumérer des personnes qu'il considère comme étant préposées à la gestion ou à des fonctions confidentielles, il peut le faire en déposant, avec sa demande, une liste indiquant le nom de chacune d'elles, en désignant le ministère ou la section des services publics dans lesquels elles sont employées de telle façon que chaque subdivision corresponde à un alinéa de la définition « personne » figurant à l'article 1 de la loi.

DÉCLARATION

Je déclare (Nous déclarons) que les réponses et les renseignements contenus dans la demande ci-dessus émanant de l'intervenant sont véridiques en substance et en fait. Je déclare (Nous déclarons) en outre que j'ai (nous avons) été dûment autorisé(s) à faire la présente demande. Et je fais (nous faisons) cette déclaration solennelle, la croyant vraie en toute conscience et sachant qu'elle a les mêmes effets que si elle était faite sous serment et aux termes de la *Loi sur la preuve*.

Déclaré par

..... et

devant moi à, dans le

comté d, dans la

signature

province d

le 20.....

.....

signature

(Cette déclaration doit être faite devant un commissaire aux serments ou toute autre personne autorisée par la loi à faire prêter serment.)